



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21465
8 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 8 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE CUBA AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre de
S. E. Fidel Castro Ruz, Président du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la
République de Cuba, adressée aux chefs d'Etat des pays arabes à propos des
événements qui viennent de se dérouler par suite du conflit entre le Koweït et
l'Iraq.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, comme document du
Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de Cuba
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Ricardo ALARCON de QUESADA

ANNEXE

Lettre adressée aux chefs d'Etat des pays arabes par le Président
du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la République de Cuba

Je suis profondément préoccupé par les événements qui menacent le monde arabe et l'humanité.

Je suis fermement convaincu qu'en ces moments critiques, les dirigeants de la nation arabe ont encore la possibilité d'empêcher que le conflit déclenché entre l'Iraq et le Koweït ne dégénère en une situation dangereuse pour l'indépendance de nombreux Etats arabes, en une catastrophe économique et en un holocauste qui touche une partie importante de leur population. Telle est la menace que nous voyons se préciser devant les préparatifs accrus et accélérés d'une intervention militaire directe des Etats-Unis et de leurs alliés. Non moins alarmantes sont les manoeuvres visant à créer, dans un but d'intervention, une force multinationale, formée d'un rassemblement de forces à l'échelle mondiale, dirigé contre les intérêts des peuples arabes.

En sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité, Cuba n'a pas hésité le 2 août à voter en faveur de la résolution 660 (1990) du Conseil. Ce n'est pas sans regret ni amertume que nous avons jugé nécessaire et juste, au nom d'une politique qui n'admet pas le recours à la force et à la supériorité des armes pour régler les différends entre pays, et encore moins lorsqu'il s'agit d'une lutte fratricide entre peuples du tiers monde. Nous sommes unis à l'Iraq comme au Koweït par des liens de respect et d'amitié, renforcés par notre solidarité avec la nation arabe et le peuple palestinien face à l'agression et à l'expansion coloniale israélienne. Par ailleurs, notre collaboration historique en divers domaines avec de nombreux pays arabes est bien connue.

C'est au nom de ces mêmes principes qui, comme vous le comprendrez sans doute, sont très chers à Cuba continuellement menacée d'agression, et avec la conviction que dans les circonstances actuelles notre rôle n'est pas de jeter de l'huile sur le feu, que nous avons décidé de nous abstenir voici à peine quelques heures, lors du vote d'un nouveau projet de résolution du Conseil de sécurité, parrainé et hâtivement élaboré par les Etats-Unis pour imposer, entre autres mesures, un blocus économique total contre l'Iraq, qui à notre avis est précipité, car il reste des possibilités de solution pacifique. Cette nouvelle résolution, dont les Etats-Unis et leurs alliés les plus proches se félicitent à juste titre, crée par surcroît des conditions idéales pour une intensification du danger et l'emploi probable de la machine de guerre la plus puissante de la planète, dans le but incontestable de consolider leur hégémonie dans la région.

Punir l'Iraq pour sa regrettable et inacceptable action contre le Koweït n'est pour les Etats-Unis qu'un prétexte pour se prévaloir de l'Article 42 de la Charte de l'ONU pour légitimer leur intervention armée menée au nom de la communauté internationale. Nul ne peut être plus choqué que les dirigeants de la nation arabe de voir le Conseil de sécurité virtuellement unanime - avec la seule exception du Yémen et de Cuba - alors qu'en vertu du veto opposé par les Etats-Unis précisément, ce même conseil a été incapable jusqu'à présent de condamner Israël et encore moins

d'imposer des sanctions contre ce pays qui depuis plus de 40 ans occupe le territoire palestinien et celui d'autres Etats arabes. A cause de ce privilège du veto, anachronique, injuste et antidémocratique et de son emploi immoral par les Etats-Unis, le Conseil de sécurité n'a pas été non plus en mesure de condamner le génocide israélien contre l'héroïque Intifada ni les entreprises de l'armée sioniste, qui au Liban a provoqué la mort de membres des forces de l'ONU elle-même.

Il serait illusoire, et surtout dangereux à l'extrême, d'accorder la moindre crédibilité aux motivations que s'attribuent les Etats-Unis lorsqu'ils s'arrogent un rôle actif dans le déroulement de la crise. Avec leur expérience proverbiale des manipulations, leurs recours variés et manifestes aux pressions, leur capacité militaire de déploiement rapide, leur vocation prouvée d'opportunisme politique et leurs moyens massifs d'information, la diplomatie nord-américaine et le Pentagone se concertent avec leurs homologues occidentaux pour tirer parti de l'indignation tout à fait logique qu'a provoquée au sein de la communauté internationale l'action de l'Iraq contre le Koweït, et mettent en doute, disqualifient et entravent toute tentative de solution politique négociée qui ne soit subordonnée à leurs intérêts géopolitiques, tout en s'empressant de tirer le maximum de profit de la situation ainsi créée.

De quoi ne seraient pas capables les Etats-Unis dans une région aussi vitale que celle-ci si on ne les arrête pas à temps, lorsqu'ils n'ont pas eu le moindre scrupule à bafouer la communauté internationale en s'attaquant à un minuscule Etat comme la Grenade et à un pays qu'ils ont pratiquement occupé comme le Panama, dans le polygone de leurs armements les plus sophistiqués?

Comment douter du danger que posent les Etats-Unis lorsqu'ils se lancent dans une aventure de cette envergure s'ils ont été capables de planifier et de mener une attaque aérienne contre la résidence du Président de la Libye en assumant, sans l'aval sur lequel ils peuvent compter à présent, le rôle de gendarme du monde? Peut-on tirer d'autres conclusions du débarquement de Marines yankees il y a seulement quelques heures au Libéria?

A vous et aux autres chefs d'Etat arabes, je m'adresse en cette heure au nom de la responsabilité que nous partageons en tant que membres du Mouvement des pays non alignés et du tiers monde. A Cuba, nous avons connu des dangers mortels, y compris la menace d'extermination nucléaire en octobre 1962, et nous sommes réellement en mesure de voir, prévoir et apprécier avec sérénité les circonstances les plus dramatiques. Il ne s'agit donc pas ici ni de peur ni d'alarmisme.

Ce qui importe ici, c'est que la menace nous touche tous, les peuples du tiers monde, sans exception possible, dans les aspects les plus sensibles relatifs à notre économie, notre sécurité et notre indépendance.

Les forces rétrogrades et exploitatrices n'hésiteront pas à provoquer une intervention militaire qui, comme l'entendent les Etats-Unis, aurait pour résultat de diviser le monde arabo-musulman et de provoquer une guerre fratricide qui lui infligerait des blessures si profondes qu'elles prendraient des dizaines d'années pour se cicatriser et auraient des effets dévastateurs sur l'infrastructure économique des pays arabes qui en serait le théâtre, ce conflit devant avoir lieu

non pas en Europe ou aux Etats-Unis, mais dans le golfe arabo-persique. Ce qui aurait à son tour des conséquences catastrophiques pour l'économie de l'ensemble du tiers monde, dont les intérêts doivent, à juste titre, être pris en considération en ce moment. Il est difficile d'imaginer les effets débilissants que pourrait avoir l'issue probable du conflit sur l'économie déjà fragilisée des pays sous-développés, à savoir une situation où les prix du pétrole seraient hors de portée de la majorité de ces pays qui n'ont ni réserve d'hydrocarbure ni les moyens de s'en procurer. Il est impossible de ne pas relever la tragique ironie de voir les Etats-Unis et les alliés qui participent avec eux dans cette croisade peu glorieuse réaliser leurs desseins - dont la consolidation de la domination sioniste - avec un minimum de pertes en vies humaines pour l'Occident. Leurs plans, élaborés soigneusement et de longue date, prévoient une guerre technologique fondée sur la supériorité matérielle et technique. Et ce sont les armées et les populations des pays arabes impliquées dans cette opération qui subiront les plus lourdes pertes en vies humaines.

Enfin, permettez-moi de vous faire part de ma conviction de la sagesse et du courage des dirigeants de la nation arabe et du dynamisme de leurs institutions.

Rien ni personne ne peuvent remplacer cette force et cette autorité morale dans la recherche d'un règlement rapide et négocié d'un conflit qui oppose deux pays arabes, règlement qui devrait prévoir bien entendu le retrait des troupes irakiennes et la restauration de la souveraineté indivisible du Koweït et permettre, par la même occasion, d'éviter une guerre désastreuse et les carnages et la dévastation qui pourraient en résulter. Dans le même ordre d'idées, je suis persuadé que le Mouvement des pays non alignés et le système des Nations Unies sont en mesure, malgré leurs limites et leurs imperfections, d'appuyer la nation arabe pour que prévale sa volonté unanime de s'opposer à toute intervention et à toute agression.

Devant la gravité et les dangers de la situation ainsi créée, les dirigeants les plus prestigieux et les plus éminents du monde arabe sont appelés à agir rapidement et efficacement. Nombreuses sont les leçons de l'histoire qui montrent que les puissances hégémonistes comme les Etats-Unis ont l'habitude d'imposer des faits accomplis et de déclencher des processus quasi irréversibles.

Avec tout le respect qui vous est dû, je vous prie instamment d'intervenir le plus rapidement possible et avec toute la diligence qu'exige une situation aussi périlleuse, pour promouvoir cette unité de vues et d'action - initiative que l'on ne saurait, à mon avis, reporter, et ce, abstraction faite des divergences qui, à l'heure actuelle, doivent être forcément reléguées au second plan.

Ne doutez pas un seul instant de pouvoir compter, dans cette juste et noble entreprise, sur l'appui de la majorité écrasante de la communauté internationale et, bien entendu, sur le modeste concours de Cuba.

Fraternellement,

Le Président du Conseil de l'Etat et du
Gouvernement de la République de Cuba

(Signé) Fidel Castro Ruz